ASSEMBLÉE NATIONALE

9 mai 2019

TRANSFORMATION DE LA FONCTION PUBLIQUE - (N° 1924)

Commission	
Gouvernement	

Adopté

AMENDEMENT

N ° 999

présenté par

M. Cubertaon, Mme Vichnievsky, M. Bru, Mme Florennes, Mme Jacquier-Laforge, M. Lagleize, M. Latombe, M. Balanant, Mme Bannier, M. Barrot, M. Baudu, Mme Benin, M. Berta, M. Bolo, M. Bourlanges, Mme de Sarnez, Mme de Vaucouleurs, Mme Deprez-Audebert, M. Duvergé, Mme El Hairy, Mme Elimas, Mme Essayan, M. Fanget, M. Fuchs, Mme Gallerneau, M. Garcia, M. Hammouche, M. Isaac-Sibille, M. Joncour, M. Lainé, M. Laqhila, Mme Lasserre, Mme Luquet, M. Mathiasin, M. Mattei, Mme Mette, M. Michel-Kleisbauer, M. Mignola, M. Millienne, M. Pahun, M. Frédéric Petit, Mme Maud Petit, Mme Poueyto, M. Ramos, M. Turquois et M. Waserman

ARTICLE 8

I. – À l'alinéa 2, après le mot :

« agent »,

insérer les mots :

« sur un emploi de catégorie A et B ».

II. – En conséquence, procéder à la même insertion aux alinéas 17 et 30.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement propose de limiter l'utilisation des contrats de projet aux emplois de catégorie A et B.

Un contrat de projet peut être institué pour mener à bien un projet ou une opération spécifique dont l'échéance est la réalisation du projet. Cette mesure est construite sur le modèle du « CDD à objet défini », mis en place à titre expérimental par la loi du 25 juin 2008, et pérennisé par la loi de 2014 relative à la simplification des entreprises.

Dans le privé, ce contrat de projet est réservé au recrutement d'ingénieurs et de cadres ; il s'agit donc de profils très qualifiés pour des missions bien spécifiques. L'étude d'impact du présent projet de loi fait référence à un besoin similaire de la part des collectivités et des administrations. Or, le dispositif introduit par projet de loi ouvre ce contrat à l'ensemble des catégories hiérarchiques.

Les contrats de projet ne semblent pas adaptés pour des agents de catégorie C. Ils peuvent générer une forme de précarité difficile à assumer pour ces agents.

Aussi, le présent amendement souhaite exclure les emplois de catégorie C du dispositif des contrats de projet, afin d'éviter les dévoiements et de réserver ce type de contrat aux profils pour lesquels un besoin a été clairement émis de la part de l'administration .